

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NUMERO SPECIAL - N° 9 bis 1 FRANC - 2-7-1971

NOTRE BUT :

REUSSIR

Le dossier réuni par les collaborateurs de la *N.A.F.* n'est pas un texte de polémique. Il vise tout simplement à rétablir, sur la crise de l'Action française, la vérité que nous devons à tous les militants. Comme le disent très justement les rédacteurs de ce dossier, ce n'est pas sans tristesse que nous avons quitté la Restauration Nationale. Mais depuis des années, nous avions tout essayé pour faire comprendre la nécessité des réformes. Des propositions nombreuses ont été faites pour rendre à *Aspects de la France* la combativité qu'il n'avait plus. Elles sont restées au fond d'un tiroir. Un organigramme de la Restauration Na-

tionale avait été mis au point en février dernier. Des manœuvres diverses l'ont réduit à néant. Il fallait donc partir si nous voulions vaincre.

Ce départ a provoqué dans *Aspects de la France* des articles insensés. Il a aussi provoqué chez quelques militants restés à la Restauration Nationale un sursaut. Des réformes ont été tentées, mais celui qui les suscitait s'est vu contraint de dissoudre ce qui restait des Comités Directeurs. D'autres, nous dit-on, sont près de voir le jour. Nous sommes persuadés, parce que nous avons l'expérience de ces tentatives, qu'elles n'aboutiront pas. En fait, les « informa-

teurs » de la Restauration Nationale et d'*Aspects de la France* vont se trouver placés (ou se trouvent déjà placés) devant une alternative : ou bien provoquer une nouvelle crise, ou bien, pour ne pas briser « l'unité », s'en tenir à la routine qui conduira la rue Croix-des-Petits-Champs à la mort. La crise connaîtra de nouveaux rebondissements. Mais elle ne nous concerne plus. C'est vers l'avenir que nous sommes tournés. C'est le Roi qu'il faut ramener à Paris.

G.-P. WAGNER,
Président du Comité Directeur
de l'Action Française.

Le dossier de la crise

Beaucoup d'amis de l'Action française ont appris par *Aspects de la France* du 15 avril qu'une crise grave venait d'éclater au sein du mouvement. La plupart accueillirent la nouvelle avec tristesse et stupéfaction. Rien apparemment, pour qui n'avait pas de responsabilité directe au sein de nos organisations, ne laissait présager une crise d'une telle gravité, crise qui se terminerait par une rupture. De fait, les réunions, congrès

ou manifestations qui avaient eu lieu dans les derniers mois, avaient donné les signes d'une parfaite unité ; tous les responsables paraissaient travailler en pleine harmonie. Beaucoup se félicitaient de voir de jeunes cadres prendre des postes importants à l'intérieur des organisations monarchistes, tandis que le mouvement étudiant était florissant.

Voilà que brusquement tout semblait re-

mis en question. On parlait de scission, de « déviation gauchiste », dans les colonnes d'*Aspects*, sans que d'ailleurs les « coupables » soient nommément désignés. Il faut ajouter que pour le lecteur non averti les informations d'*Aspects* manquaient de clarté et parfois même de cohérence. C'est ainsi que d'une part on parlait « d'amis qui manifestaient l'intention de se retirer des Comités directeurs » et que d'autre part on stigmatisait « un quarteron de gamins » rêvant « d'une A.F. qui prendrait le style d'Alain Geismar ». Y avait-il une relation entre les membres des Comités et les ga-

(Suite page 2.)

Le dossier de la crise

mins gauchistes ? Cela n'était pas dit nettement.

Huit jours après, *Aspects* devenait plus explicite : « *Le fond de notre désaccord était en réalité d'avoir dénoncé dans certains articles une tendance à ne plus voir dans le gauchisme une philosophie s'opposant à nos idées, mais seulement le regroupement de contestataires qui pouvait et devait être le creuset dans lequel nous allions puiser les meilleurs de nos futurs militants.* »

Pour étayer cette thèse, une page suivait qui prétendait à partir de textes choisis dans *A.F. Université*, démontrer la nécessité d'un redressement doctrinal.

On expliquait : « *La dissidence actuelle n'est pas due en effet au refus, de la part des dirigeants de la Restauration nationale et d'« Aspects de la France », d'opérer des réformes réalistes susceptibles de donner au mouvement d'A.F. un nouvel essor. Ces réformes étaient en préparation et leur étude sera poursuivie. Par contre, les contestataires s'étaient lancés dans la voie d'une démagogie révolutionnaire qui aboutissait à présenter l'Action française comme une sorte de néogauchisme susceptible de rallier les troupes des trotskystes, maoïstes et anarchistes !* » Diable ! Et l'auteur anonyme de l'article de poursuivre : « *Pour appliquer cette « stratégie » gauchisante, nos contestataires n'exigeaient rien moins que la transformation des structures de notre mouvement, dans un sens qui eût fait de l'A.F. une sorte de parti radical ou d'organisation gauchiste, avec des conflits de ten-*

dance et des pressions constantes de « la base ». Où allions-nous ? »

Si réellement l'auteur anonyme disait vrai, l'A.F. venait de frôler le gouffre. Et les lecteurs d'*Aspects* pouvaient à bon droit se féliciter de la vigilance de certains de nos dirigeants qui avaient su faire face à une redoutable subversion intérieure...

Certains amis, habitués à faire une totale confiance à un journal qui avait pris le relais de l'Action française, crurent sur parole les auteurs de ces textes et leur manifestèrent soutien et encouragement. D'autres, surpris, manquaient de renseignements pour se faire une idée exacte du conflit et avaient du mal à se persuader que des gens naguère connus comme journalistes d'*Aspects* ou conférenciers de la Restauration nationale, s'étaient brusquement transformés en « gauchistes ». C'est pour éclairer les uns et les autres que nous avons composé ce numéro spécial de la Nouvelle Action française.

Pour quelles raisons cette crise a-t-elle éclaté, pour quelles raisons un certain nombre de personnalités d'Action française ont-elles décidé, selon leur propre expression, « d'assumer le pouvoir » de l'A.F. afin que puissent triompher les idées de Charles Maurras ? Pour répondre à ces questions, nous présenterons le dossier de la crise en deux volets. Premier volet : nous exposons les faits qui ont amené à la rupture avec le groupe demeuré autour de l'hebdomadaire *Aspects de la France*. Second volet : nous évoquerons brièvement le procès doctrinal qui nous a été fait par *Aspects* et les accusations dont nous avons fait l'objet.

Les Faits

Si apparemment une concorde parfaite régnait entre les responsables du mouvement monarchiste, nous pouvons dire maintenant que ce n'était effectivement là qu'une apparence. Certes, une estime réciproque, souvent même une amitié sincère, entre des gens voués à un même but, aidait à cacher au public les profondes divergences qui opposaient bon nombre de responsables au directeur d'*Aspects* et au secrétaire général de la Restauration nationale. Mais ces divergences devenaient de plus en plus aiguës au fur et à mesure que devenait éclatante la leçon des faits.

La diffusion d'*Aspects* ne cessait de baisser. D'année en année le fichier des abonnés fondait. Et c'était compréhensible. Le nouveau départ de l'A.F. au lendemain de la guerre avait été rendu possible grâce au capital de fidélité qui s'était conservé malgré les épreuves. Malheureusement ceux qui constituaient le capital, nos amis souvent âgés disparaissaient, il n'y avait pas suffisamment d'abonnés nouveaux pour com-

penser les pertes. A terme, on allait vers la catastrophe. Cela est si vrai qu'il y a un peu plus d'un an, le président des Comités directeurs suppliait littéralement plusieurs responsables de lui fournir un ballon d'oxygène pour pouvoir maintenir le journal. Ce fut le début de l'opération Kangourou. Les responsables avaient expliqué à ce moment qu'un ballon d'oxygène ne suffirait pas à sauver *Aspects*, ni même surtout à le faire progresser. Dans ce but, ils avaient demandé qu'un objectif soit fixé à l'opération Kangourou : le lancement après étude d'une nouvelle formule de journal. La direction avait immédiatement donné son accord et l'on avait convenu que l'on travaillerait à une formule plus moderne susceptible de mordre sur un public plus large, ce qui était en définitive le vrai problème.

Malheureusement, il s'avéra rapidement que certains ne l'entendaient pas ainsi et ne parvenaient pas à concevoir que l'on puisse sortir de la routine habituelle. Les

QUELQUES CHIFFRES...

- Abonnés d'*Aspects* en décembre 1955 : 7.520.
- Abonnés d'*Aspects* en décembre 1970 : 4.830.
- L'opération « Kangourou » apporte 687 abonnés nouveaux. Un an après, plus de 83 % d'entre eux, dégoûtés d'*Aspects*, ne renouvellent pas.
- Moyenne de vente dans les kiosques parisiens :
1960 : 1.200 exemplaires.
1970 : 680 exemplaires.
- Vente à la criée à Paris par les camelots :
1960 : 330 exemplaires.
1970 : 110 exemplaires.
- ... SANS COMMENTAIRES

suggestions de réforme sérieuse furent écartées les unes après les autres au nom du réalisme, un réalisme qui se bouchait les yeux devant l'évidence de la chute catastrophique du journal ! Le directeur d'*Aspects* se satisfaisait pleinement de ce qui existait et ne comprenait pas que le public se désintéressât de son journal.

Des réformettes, quelques petits aménagements peut-être, mais pas au-delà ! Une telle attitude était proprement désespérante pour qui avait le souci de la propagande des idées d'A.F., et la hantise de voir progresser notre entreprise de royalisation du pays.

La décrépitude du journal s'accompagnait d'une crise permanente à l'intérieur du mouvement. Les milliers d'étudiants qui s'étaient succédés depuis des années dans nos permanences, nos cercles d'études, nos camps, notre Institut de politique nationale, se dispersaient inmanquablement aux quatre vents, au lendemain de leur service militaire, si bien que la Restauration nationale ne parvenait pas à être autre chose qu'un mouvement exclusivement étudiant. Rien n'était fait pour retenir ou attirer les « jeunes anciens ». Leurs suggestions écartées les unes après les autres faisaient perdre à la plupart l'espoir de pouvoir faire un travail efficace qui soit en rapport avec leur condition nouvelle, familiale et professionnelle.

Pourtant, quelques espoirs pouvaient laisser croire ces dernières années que tout allait changer. D'une part, le mouvement étudiant s'était considérablement renforcé depuis 1968, et les jeunes qui venaient à nous manifestaient un esprit d'entreprise, une volonté d'arriver au but en même temps que des qualités intellectuelles certaines, une connaissance approfondie de la pensée d'Action française. Les succès remportés depuis trois ans étaient leur œuvre pour une grande part. La proportion considérable de jeunes présents l'an dernier dans la grande salle de la Mutualité le prouvait d'une manière éclatante.

D'autre part, une fédération de la région parisienne avait été créée sous la direction

de Jean Toubanc. C'était un bon début dans la voie de la décentralisation des tâches si l'on songe que, jusque là, le secrétaire général de la Restauration nationale assumait lui-même la coordination des sections parisiennes en plus de ses innombrables tâches. Un état-major avait été constitué, des réunions régulières rassemblaient les dirigeants des sections, deux sessions de réflexion et d'organisation avaient soudé l'unité et amélioré l'efficacité de la fédération, des objectifs avaient été définis et tenus. La réussite de la Mutualité était également à l'actif de la fédération.

Les rassemblements de Montmajour et de Dijon ouvraient, de plus, de nouvelles perspectives et permettaient d'augmenter la crédibilité du mouvement monarchiste en montrant qu'il était capable d'attirer les foules.

Malheureusement, les succès obtenus ne ralentaient pas la décrépitude du journal, et surtout n'étaient pas accompagnés de mesures qui auraient permis de les exploiter, si bien qu'on peut dire sans exagérer qu'ils étaient sans lendemain. Au même moment, la diffusion d'*Aspects* continuait à baisser, le nombre des cotisants au mouvement, considéré comme secret d'Etat, n'augmentait pas.

Ainsi les succès obtenus cachaient un mal profond qui, s'il n'y avait pas eu de réaction, aurait été mortel.

La situation, mauvaise déjà vers la fin du dernier trimestre 1970, s'aggrava brusquement. Il faut dire que périodiquement une crise éclatait, provoquée par le découragement ou l'impatience devant un immobilisme obstiné. Les étudiants de la Restauration nationale n'avaient par exemple jamais obtenu une organisation nationale qui leur aurait permis de contrôler leurs activités et de mener des campagnes communes. Les rencontres entre responsables étaient soupçonnées de fournir l'occasion de noirs complots. Toute initiative un peu nouvelle paraissait suspecte. On comprend que, dans ce contexte, beaucoup avaient l'impression que l'essor de l'Action française était décidément bloqué, ce qui explique la périodicité des crises.

Mais en cette fin d'année 1970, la crise revêtait un caractère de gravité jamais atteint. Car cette fois, ce n'était plus seulement l'essor de l'A.F. qui était en cause, mais l'existence même du mouvement étudiant et de la Fédération de Paris que le secrétaire général avait décidé de « reprendre en main ».

L'occasion lui en fut donnée par une affaire disciplinaire qui avait provoqué quelques remous parmi les étudiants parisiens. Le secrétaire général des étudiants avait été obligé de procéder à quelques remplacements de délégués tentés par un activisme fascisant. Au lieu d'aider son subordonné à remettre de l'ordre, le secrétaire général de la R.N. s'employa de diverses façons à soutenir les éléments sanctionnés et alla jusqu'à les faire décorer sans craindre de paraître désavouer les sanctions prises. De différentes manières, le secrétaire général de la R.N. essaya de briser l'unité du mouvement étudiant. C'est ainsi qu'en janvier il institua un « tribunal » devant lequel comparurent la plupart des dirigeants étudiants et autour duquel régnait un véritable climat de délation. Il fallait

vraiment que la fidélité et la foi de nos étudiants dans les destinées de l'A.F. soient fortes pour sortir intactes de pareilles épreuves ! Le but de l'opération était de décapiter l'état-major étudiant ; ceci aurait été catastrophique, puisqu'il n'y avait nul reproche à faire à des garçons dont jusqu'ici on n'avait eu qu'à se louer et qui avaient fait preuve d'une efficacité certaine. Le seul résultat, si l'opération avait été menée jusqu'à son but, aurait été la débâcle de nos meilleurs militants.

Au même moment, une autre entreprise était menée contre la fédération de la région parisienne dont le secrétaire général de la R.N. entendait reprendre lui-même la direction. Pour cela il prétextait une indis-

position imaginaire de Jean Toubanc qui n'avait jamais manifesté l'intention d'abandonner son poste. Simplement, on remettait ainsi en cause le principe de la décentralisation des responsabilités, l'organisation parisienne, et du coup tous les résultats acquis.

Heureusement, les disparitions du mouvement étudiant et de la fédération parisienne furent empêchées grâce à un recours au Comité directeur qui enfin commençait à exercer effectivement les responsabilités qui étaient siennes. En effet, ce Comité, jusqu'ici véritable chambre d'enregistrement, n'était tenu au courant de rien et ne dirigeait rien, le secrétariat de la R.N. étant le véritable organe de direction de l'A.F.

La rupture

On se doute que de pareilles pratiques n'aident ni à la cohésion ni au dynamisme du mouvement. Nos étudiants se seraient découragés s'il n'y avait eu, outre leurs convictions monarchistes et leur certitude que l'on pouvait refaire une grande A.F., une preuve tangible qui démontrait qu'un journal authentiquement maurassien pouvait progresser, mordre sans cesse sur un public nouveau en traitant de problèmes actuels. « A.F. Université » fournissait cette preuve. La progression de ses abonnés était en raison inverse de la diminution de ceux d'« Aspects ». Son tirage n'avait cessé d'augmenter tout au long de l'année.

Et voilà que brusquement, on décidait d'obtenir par le biais d'« A.F. Université » ce qu'on n'avait pu réussir du fait de l'arbitrage des comités. Prenant prétexte de quelques bavures dans des textes isolés (comme s'il n'y en avait pas aussi dans « Aspects » !), on prétendait limoger le rédacteur en chef, et passant au-dessus des responsables de notre mensuel étudiant, on reformait arbitrairement un nouveau comité de rédaction chargé de fabriquer ce qu'il faut bien appeler un numéro pirate.

Il s'agissait, disait-on, d'opérer un redressement doctrinal. Si l'on considère ce qu'avait d'original ce numéro pirate par rapport à la ligne habituelle d'« A.F.U. » on est d'ailleurs en droit d'exprimer les plus fermes réserves. Si le secrétaire général et le directeur d'« Aspects » liés tous deux dans cette opération avaient réussi, c'était un nouveau coup très dur pour notre mouvement.

Alerté, M^r Georges-Paul Wagner, qui avait précisément reçu la mission des Comités directeurs de contrôler « A.F. Université » et que l'on s'était bien gardé d'avertir de la manœuvre, prévint immédiatement le secrétaire général par téléphone qu'il demandait de surseoir à toute décision concernant « A.F.U. » tant que les Comités directeurs n'auraient pas tranché. Il confirma son coup de téléphone par un pneumatique en date du 24 mars : « Je tiens à vous confirmer ce que je vous ai dit tout à l'heure au téléphone. Je vous demande instamment de suspendre toute décision concernant « A.F.U. » jusqu'au retour de M. Mallet et au prochain Comité directeur. »

Le secrétaire général de la R.N. déclara qu'il passait outre. De fait il veilla lui-même à la fabrication du numéro pirate. A ce coup

de force, les responsables d'« A.F. Université » décidèrent de s'opposer par la voie légale, en utilisant la propriété d'« A.F. Université » qui n'appartenait plus à la société éditrice d'« Aspects » depuis la remise en ordre de la structure administrative et juridique de notre mouvement. Le numéro pirate fut donc saisi à Sancerre. Apprenant la nouvelle, le secrétaire général de la R.N. exclut immédiatement les trois militants qui avaient assumé la responsabilité d'empêcher son coup de force.

Mais cette fois, on se trouvait dans l'obligation de réunir les Comités directeurs. L'extrême gravité de la situation l'exigeait. Cette réunion eut lieu dans la nuit du mardi 30 au mercredi 31 mars dans une atmosphère dramatique. Le secrétaire général de la R.N. déclarait qu'il démissionnerait si les exclusions qu'il avait décidées n'étaient pas confirmées. La plupart des membres du Comité directeur comprenaient que si les décisions du S.G. étaient entérinées, c'était un coup fatal pour l'A.F., la débâcle des militants qui ne pouvaient comprendre que les meilleurs de nos responsables soient chassés d'un mouvement dont les succès leur étaient largement imputables. Malheureusement, le président des Comités, sans doute inquiet des conséquences des démissions de son secrétaire général et du directeur du journal s'inclina devant leur volonté.

Il faut noter qu'une solution de compromis présentée par le président avait rallié tous les membres du Comité présents ce soir-là (notamment MM. Wagner, Lemaignan, Jean Toubanc et B. Renouvin), sauf le secrétaire général de la R.N. et le directeur d'« Aspects ». C'est le refus de tout compromis par ces deux personnes qui devait finalement entraîner la décision de M. Mallet.

Ceci explique le communiqué de quatre membres des Comités en date du 31 mars.

Paris, le 31 mars 1971.

Les membres soussignés des Comités Directeurs de l'ACTION FRANÇAISE se voient dans l'obligation de porter à la connaissance des militants de la Restauration Nationale, des abonnés « d'Aspects de la France » et « d'A.F. université » les faits suivants :

Alors que le renouveau des idées d'Action Française est un fait connu par tous,

(Suite page 4.)

Le dossier de la crise

alors que l'année 1970 a montré que les efforts de nos militants ont remporté un large succès (réunion de la Mutualité à Paris en mars, « opération Kangourou », réunion de Montmajour en juin et de Dijon en novembre), alors que de vastes perspectives s'ouvraient devant l'Action Française, en revanche nous avons constaté depuis longtemps l'inefficacité des structures actuelles de la Restauration Nationale, l'adaptation d'Aspects de la France aux impératifs de la propagande et par voie de conséquence la chute continue de son audience dans le public.

— Depuis plusieurs mois, nous nous sommes efforcés de faire comprendre aux responsables du Journal et du Mouvement l'impérieuse nécessité de profondes réformes.

— Une crise, qui se développait depuis le mois de janvier dans nos équipes d'étudiants parisiens, a pris la semaine dernière un tour extrêmement grave. Celle-ci a démontré que, loin de consentir aux réformes indispensables, les responsables du journal et du mouvement souhaitaient simplement rétablir un « ordre » formel qui, aboutissant à une série d'exclusions, priverait l'Action Française des meilleurs de ses militants.

— Lors de la dernière réunion des Comités Directeurs, le mardi 30 mars, nous avons constaté que, non seulement l'A.F. était devenue une « société bloquée », mais que les Comités Directeurs, réduits à une simple chambre « d'enregistrement » étaient incapables de remplir leur rôle.

Les membres soussignés des Comités Directeurs, constatant qu'en dépit de tous leurs efforts de conciliation, ils se sont heurtés au refus total des responsables d'Aspects de la France et de la Restauration Nationale de trouver un terrain d'entente conforme aux intérêts de l'Action Française, constatant que ces derniers, qui ont argué d'un « complot » qu'ils sont bien en peine de démontrer portent toute la responsabilité des réactions qui ne peuvent manquer de survenir, constatant la carence totale des Comités et la vacance du pouvoir, décident d'assumer ce pouvoir afin que puissent triompher les idées de Charles Maurras.

L'ACTION FRANÇAISE continue et nous sommes décidés à tout faire pour qu'elle soit finalement victorieuse.

G.-P. WAGNER, Yves LEMAIGNEN,
Jean TOUBLANC, Bertrand RENOUVIN,
membres des Comités Directeurs.

Ainsi, les quatre membres des Comités directeurs n'acceptaient pas que l'A.F. disparaisse, et en conséquence, décidaient de prendre les dispositions nécessaires à sa renaissance. Cela passait évidemment par la rupture avec la rue Croix-des-Petits-Champs, mais c'était un moindre mal à côté de la débâcle du mouvement qui serait survenue s'ils avaient accepté le diktat du secrétaire général de la R.N.

Malgré tout, certains membres du Comité restés auprès de l'équipe de la rue Croix-

des-Petits-Champs, conscients de la gravité de la situation tentèrent une négociation qui aurait pu sauvegarder l'unité. Malheureusement, les conditions essentielles d'un renouveau de l'A.F. ne pouvant faire l'unanimité, les quatre membres des Comités directeurs signataires du communiqué du 30 mars ne purent que constater l'échec de la tentative de rapprochement dans un nouveau communiqué daté du 15 avril. Paris, le 15 avril 1971.

Depuis la publication de ce communiqué, nous avons cherché à faire promouvoir les réformes indispensables qui auraient pu servir de base à une réunification. Nous avons proposé un protocole d'accord qui comportait les points suivants :

1. Création d'une société formée par les membres des Comités Directeurs. Cette société aurait été propriétaire des différents titres de notre presse (actuellement détenus par diverses personnes), ainsi que des biens mobiliers et immobiliers (actuellement au nom du Secrétaire Général de la Restauration Nationale).
 2. Elargissement des Comités Directeurs à plusieurs membres représentatifs du mouvement militant.
 3. Mise en œuvre d'une réforme des structures du mouvement tendant à le faire diriger par un bureau national et non par un homme seul.
 4. Transformation d'Aspects de la France en un hebdomadaire adapté aux exigences de la propagande d'A.F.
 5. Amnistie générale pour toutes les sanctions prononcées depuis le 25 mars.
- Devant le refus du S.G. de la R.N. et du directeur du journal d'accepter ces différentes mesures, nous sommes obligés aujourd'hui de constater que la survie de l'A.F. passe par la création de nouvelles structures. L'A.F. doit non seulement continuer mais encore avoir les moyens de triompher et d'être victorieuse demain. La création de la Nouvelle Action Française correspond à cette nécessité. Nous mettons tout en œuvre pour que les idées de Charles Maurras aboutissent.

G.-P. WAGNER,
Yves LEMAIGNEN, Jean TOUBLANC,
Bertrand RENOUVIN,
membres des Comités Directeurs.

La Nouvelle Action Française était fondée et ses premières initiatives et manifestations provoquaient à travers la France le ralliement d'une grande proportion de militants actifs d'A.F. Tandis qu'un nouveau Comité directeur était créé, qu'un bureau national était mis en place pour coordonner les activités du mouvement et que les militants participaient avec enthousiasme au nouveau départ de l'A.F., à la Restauration nationale, on continuait à débattre péniblement d'une éventuelle réorganisation.

M. Jacques Maurras qui assumait l'intérim de la présidence intérimaire des Comités de la rue Croix-des-Petits-Champs devant les difficultés insurmontables qu'il rencontrait, se trouvait dans l'obligation de

publier sa décision de dissoudre les Comités qu'il présidait.

COMMUNIQUÉ RENDU PUBLIC LE 6 MAI

Jacques Maurras, président intérimaire des Comités directeurs de l'Action Française communique :

« A l'heure où la famille d'Action Française se considère comme séparée sur le choix des moyens tactiques mais en aucun cas sur les éléments fondamentaux du nationalisme intégral,

le président intérimaire des Comités directeurs de l'Action Française agissant en plein accord avec le président a décidé, compte tenu de l'impasse provisoire créée par l'abstention non constructive des uns et la répugnance des autres à opérer rapidement les réformes jugées par nous nécessaires, la dissolution des Comités directeurs de l'Action Française. »

Immédiatement, Pierre Pujo déclarait prendre la direction des Comités qui ne pouvaient être dissous, selon lui. Désavoué par M. Mallet dans une déclaration en date du 8 mai, il confirmait sa décision et s'en expliquait numéroté d'« Aspects » du

Ainsi, le neveu et fils adoptif de Charles Maurras reconnaissait l'inanité des accusations doctrinales portées contre la « N.A.F. » et montrait qu'il y avait décidément de la part du secrétaire du mouvement et du directeur du journal, un refus absolu de toutes les réformes indispensables.

Depuis, on sait que M. Mallet a repris la direction de la rue Croix-des-Petits-Champs, où règne la plus vive confusion et où l'on continue à débattre d'hypothétiques réformes.

Pendant ce temps, la Nouvelle Action Française s'organise. Elle a trouvé des locaux 17, rue des Petits-Champs (c'était dit-on impossible). Elle a lancé une lettre hebdomadaire d'information. Des sections ont été fondées dans toute la France. A la rentrée, nous serons présents dans toutes les grandes villes. Des groupes de recherche sont au travail pour préparer un certain nombre de documents utiles au Comité directeur pour définir une stratégie royaliste en 1971. Un camp aura lieu en Champagne avec un nombre de participants impressionnant. Une campagne de propagande d'un style nouveau sera organisée autour de ce camp.

Ce qui apparaissait impossible devient possible. Nous savons que beaucoup demeurent sceptiques. Mais nous nous chargerons de leur montrer que l'on peut faire une propagande royaliste efficace en 1971, nous leur montrerons d'ici très peu de temps qu'il n'était nullement chimérique ou romantique de sortir une presse d'A.F. plus moderne, conquérant un vaste public qui est à la recherche de solutions pour la France d'aujourd'hui.

Ce n'est pas certes sans tristesse que nous avons rompu avec certains dont nous ne nions pas les mérites passés, ce n'est pas sans tristesse que nous avons été obligés de faire un certain nombre de révélations à leur sujet. Mais nous devons la vérité au public de l'Action Française. Mieux éclairé, nous ne doutons pas qu'il comprenne la nécessité de notre entreprise et ne nous rejoigne rapidement pour faire triompher la cause royaliste.

Le procès doctrinal

Depuis le 15 avril dernier, que n'a-t-on pas dit et écrit sur « la Nouvelle Action Française » ! Dans les colonnes d'« Aspects », dans les documents diffusés auprès de certains cadres, de bouche à oreille enfin, on a répandu les pires accusations sur des militants jusqu'alors considérés comme des chefs d'un dévouement total et d'une rigueur intellectuelle sans faille. Du jour au lendemain, des membres du Comité Directeur sont devenus des comploteurs, des militants qui avaient donné les preuves les plus irréfutables de leur attachement à l'Action française étaient accusés de vouloir depuis longtemps la disparition d'« Aspects de la France », des garçons qui avaient combattu, par la plume ou à coups de poing, le marxisme sous toutes ses formes étaient catalogués, comme gauchistes.

Nous ne pouvons laisser ces accusations sans réponse.

LA QUESTION DE L'UNITÉ

Lorsqu'ils prirent connaissance de la crise, le premier réflexe de beaucoup de royalistes fut d'invoquer l'unité. Celle-ci, nous disaient, est le plus grand des biens et il est criminel de semer la division dans un mouvement qui n'est pas encore tellement important par le nombre.

Certes, nous ne contestons pas le bienfait de l'unité et, comme l'exposé des faits le prouve, nous avons tout fait pour ne pas la briser. Cependant, il est arrivé un moment où l'unité n'était plus possible. Nous ne pouvions plus militer dans un mouvement qui ne voulait pas prendre les moyens de la réussite, nous ne pouvions plus continuer à soutenir un journal dont le directeur ne voulait par voir la chute continuelle et la nécessité des réformes de fond. Continuer le combat au sein de la R.N. et d'« Aspects » revenait finalement à cautionner une entreprise qui courait à sa perte. Car notre volonté est de faire la Monarchie, et non pas de maintenir vaillamment que vaille une organisation où l'on songe avant tout à cultiver de glorieux souvenirs. Nous ne sommes pas de ceux dont la seule ambition est d'aider l'A.F. à mourir dignement, à « sombrer pavillon haut ». Dès lors, comme les moyens de la réussite nous étaient refusés à la R.N., nous ne pouvions que quitter cette organisation pour réaliser enfin un journal de combat et un mouvement dynamique. Nous pensons que l'unité est un bien lorsqu'elle permet de progresser et de vaincre. Mais elle ne doit pas passer avant la règle première de notre action politique, qui est l'efficacité.

LA QUESTION DE LA LÉGITIMITÉ

Après la question de l'unité, c'est le problème de la légitimité qui a été le plus fréquemment soulevé : on ne peut suivre la « N.A.F. », dit-on, parce que ce mouvement a rompu avec le pouvoir légitime de l'« Action française », incarné en la personne du Président des Comités Directeurs. L'argument

est au premier abord séduisant pour des monarchistes qui ont toujours professé la nécessité de restaurer des institutions légitimes. Comment dès lors, pensent certains, vouloir la restauration de la légitimité royale tout en ne reconnaissant pas la légitimité du pouvoir au sein de l'A.F. ? Un tel raisonnement est en fait bâti sur une méconnaissance totale de l'idée de légitimité. Comme Maurras l'a montré, la Monarchie est légitime parce que l'expérience de l'histoire montre qu'elle a été un bienfait pour la France, parce qu'elle correspond parfaitement à la nature de la société française. De même on peut parler de la légitimité de certaines autorités, la famille par exemple, parce que ces autorités sont le produit de la nature. Mais l'Action française n'est pas une société naturelle, ce n'est pas une institution forgée par des siècles d'histoire. C'est une association volontaire qui se dissoudra lorsqu'elle aura atteint son but. Vouée nécessairement à la règle de l'efficacité sous peine d'échouer dans son entreprise, l'A.F. considère que ses instances suprêmes ne sauraient l'enfreindre sans se condamner ipso facto. C'est pourquoi, refusant de mettre en parallèle l'Action française et la Monarchie, quatre membres des Comités Directeurs ont décidé, le 30 mars dernier, d'assumer un pouvoir dont ceux qui le détenaient avaient prouvé l'inefficacité et qui par là même étaient incapables d'assurer leur mission. « Est d'Action française ce qui contribue à la royalisation du pays », a écrit Maurras.

LE GAUCHISME

L'accusation de gauchisme, qui constitue un des éléments essentiels de la campagne menée par « Aspects de la France », prend son appui sur quelques articles parus dans « A.F.U. » depuis le mois de janvier. C'est ainsi qu'« Aspects » cite l'article de Philippe Dartois sur la C.F.D.T., celui de Bertrand Renouvin sur le « mai royaliste » et la lettre ouverte à Richard Deshayes de Gérard Leclerc. Au moyen de quelques citations tronquées, il est toujours facile de faire dire à un auteur le contraire de sa pensée. Mais il suffit de se reporter aux articles d'« A.F.U. » pour s'apercevoir que les rédacteurs des articles incriminés ne sont ni de près ni de loin des gauchistes.

On ne peut par exemple reprocher à Gérard Leclerc une adhésion quelconque aux thèses de Richard Deshayes puisque notre ami disait à ce militant gauchiste que son anarchisme conduisait tout droit à la « destruction de la vie », au « suicide » et, finalement, « au camp de concentration et au totalitarisme ». Quant à Philippe Dartois, il a répondu lui-même aux critiques soulevées par son article. Tout en montrant que certaines aspirations des militants de la C.F.D.T. rejoignent les thèmes développés par Charles Maurras, il prenait soin d'indiquer que « ces aspirations sont absolument contradictoires avec la référence à un Etat démocratique et au pot-pourri de mythes progresso-marxistes véhiculés par les dirigeants de la C.F.D.T. », et que « pour être satisfaites, elles exigent l'instauration d'un ordre social, la reconnaissance d'une hiérarchie naturelle qui n'a aucun rapport avec l'« ordre » bureaucratique de la « nouvelle société » ». Est-ce là du gauchisme ? Il y a enfin la question de la stratégie. Celle-ci, avance « Aspects », consiste simplement à reprendre les mots d'ordre gauchistes : « on aboie avec les loups... en attendant d'être dévoré par eux ». L'image est peut-être saisissante ; elle n'en est pas moins entièrement fautive. Notre stratégie est fondée sur une constatation d'évidence, c'est que les Français sont mécontents, c'est que de nombreux secteurs socio-professionnels sont en révolte. La tâche de l'Action française est de montrer aux révoltés (ouvriers, paysans, commerçants) qu'ils n'ont rien à attendre ni du communisme « orthodoxe » ni du gauchisme romantique, l'un et l'autre conduisant à des impasses. Pour que les revendications des Français soient enfin satisfaites, il faut qu'ils découvrent la cause profonde du mal, c'est-à-dire la démocratie, il faut qu'ils en viennent à considérer, avec l'Action française, que la solution de leurs problèmes est avant tout monarchique. Encore une fois, est-ce là du gauchisme ? Ceux qui connaissent l'histoire de l'Action française s'apercevront rapidement que cette stratégie fut celle du mouvement royaliste de 1900 à 1914, puis de 1919 à 1939.

(Suite page 6.)



MEMBRE ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 1^{er} Année - JUIN 1971 - Numéro 101 - 1 Page

une nouvelle
**ACTION
FRANÇAISE**

France : 1 F
Abonnement étudiant : 8 F
Normal : 12 F
C.C.P. A.F. Université
1918-59 Paris

Les textes sont là pour montrer que l'accusation de gauchisme ne repose sur aucun fondement. Mais elle présente l'avantage de masquer les causes réelles de la crise qui résident dans l'inadaptation des structures du mouvement et dans la mauvaise conception du journal. Engager publiquement la discus-

sion sur ces deux points était impossible à la rue Croix-des-Petits-Champs. Il lui fallait donc trouver une explication tout à fait différente. Mais la thèse du gauchisme est malaisée à défendre. Il fallut donc l'étayer par autre chose.

Réponse à quelques accusations

LE MANQUE DE RIGUEUR DOCTRINALE

L'accusation de gauchisme s'insère dans une critique plus vaste qui porte sur un prétendu manque de rigueur doctrinale des dirigeants de la Nouvelle Action Française. Il est curieux que cette tendance déviationniste ait été découverte le jour où quatre membres du Comité Directeur ont décidé de quitter « La Restauration Nationale ». Hérétiques à partir du 1^{er} avril, ils étaient la veille encore conférenciers ou rédacteurs à « Aspects de la France ». Rappelons brièvement leurs états de service :

— Maître Wagner a été pendant plusieurs années directeur de l'I.P.N. ; il présidait la réunion de la Mutualité en mars 70 et a prononcé d'innombrables conférences en province. N'oublions pas non plus que c'est lui qui a été chargé par M. Mallet de présenter au congrès de 1970 le rapport moral.

— Maître Lemaignan, autre conférencier infatigable, a été directeur des Etudes du camp Maxime Real del Sarte jusqu'en 1963.

— Jean Toubanc, secrétaire de la Fédération de Paris, n'aurait pu être désigné à ce poste si son adhésion aux idées de Maurras avait pu être mise en doute.

— Bertrand Renouvin, conférencier à la R.N. depuis 1962 a été directeur national des Cercles de 1965 à 1968. Il était entré à la rédaction d'« Aspects » et au Comité directeur en janvier 1971.

Quant à Gérard Leclerc, rédacteur à « Aspects » depuis longtemps, il avait succédé à Bertrand Renouvin à la tête de la direction des Cercles.

Alors de deux choses l'une :

— ou bien la direction de la R.N. et d'« Aspects » a toléré pendant des années que des déviationnistes occupent les postes de formation doctrinale (mais alors on peut se demander par quel miracle personne ne s'est jamais aperçu, dans le public d'A.F., de leur déviation).

— ou bien cette accusation sert à masquer la raison profonde de la crise, qui, répétons-le, porte sur des questions d'organisation interne.

UNE CRISE ÉTUDIANTE ET EXCLUSIVEMENT PARISIENNE

Cette critique contient une idée sous-jacente : elle tend à faire croire qu'il s'agit d'un « conflit de générations » doublé d'une opposition entre Paris et la province. La crise serait donc le fait de gamins irresponsables, pervertis par l'esprit de mai 1968, et qui, de la capitale, concevraient des plans totalement irréalistes.

Nous ne nierons pas que la N.A.F. comprend de très nombreux étudiants : ceux-ci qui ont été au cœur de l'action ont immédiatement compris les raisons de la rupture et ont rejoint massivement ses rangs. Mais la liste des membres du Comité directeur publié par A.F.U. du mois de juin démontre l'inanité de cette critique. On ne peut raisonnablement dire de M^{rs} Wagner et Lemaignan qu'ils sont des « gamins ». Il y a longtemps que Jean Toubanc, Michel Ledoyen, Yvan Aumont et Gérard Leclerc ont terminé leurs études. De plus, la première liste de soutien à la N.A.F. montre que ceux qui nous ont ralliés ne sont pas seulement des étudiants mais des militants adultes, des cadres importants de la Restauration Nationale. D'autre part, ce ne sont pas les seules sections, adultes ou étudiants de Paris qui ont quitté la rue Croix-des-Petits-Champs. La liste des réunions tenues depuis deux mois par la N.A.F. montre que celle-ci est représentée dans la France entière : des réunions qui se sont tenues à Rouen, Aix, Marseille, Grenoble, Avignon, Lille, Le Mans, Troyes, etc., ont montré que les militants de province adhéraient massivement à la nouvelle organisation monarchiste. Les réunions qui sont prévues pour la rentrée en seront encore la preuve.

LE « COMLOT »

Il s'agit encore d'une thèse, que l'on retrouve ici et là dans les colonnes d'« Aspects de la France », et qu'il n'est guère difficile de réfuter. Donc, un petit groupe de militants d'A.F. aurait juré depuis longtemps de faire disparaître « Aspects ». Ces militants n'étant pas nommément cités, le lecteur en est réduit à des suppositions : nul doute qu'il ne pourrait s'agir que de personnes suffisamment haut placées dans la hiérarchie. S'agirait-il de membres du Comité directeur ? Mais alors comment expliquer que Jean Toubanc ait axé une grande partie de son travail de secrétaire fédéral en 70 sur l'opération Kangourou ? Et comment expliquer que la section dont Bertrand Renouvin était animateur, celle du 5^e arrondissement, ait réalisé l'un des meilleurs pourcentages d'abonnements ? S'agirait-il d'Yvan Aumont ? Mais alors pourquoi se serait-il dépensé sans compter pour l'opération Kangourou dont il était le responsable ? Et comment, tout en complotant à la faillite du journal, aurait-il réussi à atteindre l'objectif fixé ?

En fait, la thèse du complot ne résiste pas à l'examen des faits. Elle permet simplement de fournir une explication à la baisse des ventes et des abonnements d'un journal dont la conception et la présentation étaient mauvaises. Quand la vérité est trop criante, trop accusatrice on essaie de la masquer. Mais il y a des vérités d'évidence...

Telles sont, très brièvement exposées, nos réponses aux accusations formulées par la rue Croix-des-Petits-Champs. Le lecteur désireux d'en savoir plus pourra se reporter aux derniers numéros d'« A.F.U. » et à la collection de la « N.A.F. ». Qu'il suive régulièrement nos publications, et il comprendra que nous n'avons dit que la vérité.

Dossier rassemblé par Bertrand Renouvin, Gérard Leclerc, Christian Dujardin, Jacques Lamber-ville.

ATTENTION

Effectuer tous vos règlements à l'un des C.C.P. suivants en précisant la nature du versement :

- **Nouvelle Action Française : Paris 642-31.**
- **A.F. Université : Paris 1918-59.**
- **Dossiers d'Action Française : Paris 1898-45.**

La Nouvelle Action Française

Les personnes qui désireraient obtenir des renseignements complémentaires sur la crise peuvent prendre contact auprès des responsables de la N.A.F. dont les noms suivent, et qui se feront un plaisir, soit de les recevoir, soit de répondre au courrier qui leur sera adressé.

PARIS ET REGION PARISIENNE

PARIS et autres départements
non cités :

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE
17, rue des Petits-Champs
PARIS-1^{er} (4^e étage)
Tél. : 742-21-93

ESSONNE :

Bertrand de REVIERS
Les Cèdres
Voie de Wissous
91 - MASSY

HAUTS-DE-SEINE

M^{me} Françoise LUSINCHI
3, rue de Madrid
92 - NEUILLY-SUR-SEINE
Pierre BRUMEAUX
8, rue des Godardes
92 - RUEIL

VAL-D'OISE :

G. CORDIN
8, rue Schoeffer
95 - DEUIL-LA-BARRE
Tél. : 964-81-75

SEINE-SAINT-DENIS :

P. ARVIS
83 ter, boulevard de Strasbourg
93 - AULNAY-SOUS-BOIS
J. GIRAUD
109, avenue du Président-Wilson
93 - PLAINE-SAINT-DENIS

VAL-DE-MARNE :

Philippe de LACVIVIER
164, rue du Général-Leclerc
94 - CRÉTEIL

FEDERATION

NORD - PAS-DE-CALAIS

Docteur Jean-Pierre DICKES
30, avenue Charles-de-Gaulle
62 - BOULOGNE
Thierry MOUREAU
40, rue Decroubecques
62 - LENS
Henri HOUZET
23, rue Warcin
59 - HAZEBROUCK

Pierre CHARLET

31, rue du Maire-André

59 - LILLE

Arnaud DELCAMBRE

75-7, rue du Maréchal-Leclerc

59 - LEERS

BRETAGNE

FINISTÈRE - MORBIHAN - COTES-
DU-NORD - ILLE-ET-VILAINE :

Jean de MONNERON

Bel-Air

Aucaleuc

22 - DINAN

PAYS NANTAIS

LOIRE-ATLANTIQUE - VENDÉE -

INDRE-ET-LOIRE :

LA RENAISSANCE

12, rue de la Brasserie

44 - NANTES

NORMANDIE

SEINE-MARITIME - EURE - CALVA-
DOS - ORNE - MANCHE :

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE
S.C.I.C.

39, rue de Fontenelle

76 - ROUEN

UNION ROYALISTE

DAUPHINE - SAVOIE

ISÈRE - SAVOIE - HAUTE-SAVOIE -
DROME :

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

4, square des Postes

38 - GRENOBLE

**LANGUEDOC - ROUSSILLON
MIDI - PYRENEES**

Philippe RICALES

Le Colombier

09 - SAINT-LIZIER

PROVENCE

BOUCHES-DU-RHONE - VAR - VAU-
CLUSE - ALPES-MARITIMES - ALPES
DE HAUTE-PROVENCE :

Franck CHARRIOL

9, avenue Victor-Hugo

13 - AIX-EN-PROVENCE

M. KERVIGNAC

27, rue Aurélienne

06 - CANNES - LA BOCCA

Siège départemental provisoire du
Var :

Fabrice O'DRISCOLL

"La Caravelle"

Route de Pierre-Plane

83 - BANDOL

M^{me} V. RUDOLFF

485, avenue de la Mer

83 - SIX-FOURS-LA-PLAGE

M^{lle} J. GRIMAUD

B.P. 91

83 - HYÈRES

Lyonnel DROY

25, avenue Thiers

06 - NICE

(Suite page 8.)

NOTRE PRESSE

DOSSIERS D'ACTION FRANÇAISE, trimestriel :

Dernier dossier paru : « L'Etat contre les libertés
locales ? ». Franco : 3 F.

Abonnements : un an : 10 F ; étudiant : 5 F.

A.F. UNIVERSITE, mensuel

Numéro spécimen contre 1 F en timbres.

Abonnement : 1 an normal : 12 F ; étudiant : 8 F.

NOUVELLE ACTION FRANÇAISE, hebdomadaire :

Numéro spécimen contre 1 F en timbres.

Abonnement : 1 an : 30 F.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Le procès d'Angers

A Angers, le vendredi 11 juin, dix militants de la N.A.F. comparaissaient devant le tribunal correctionnel pour avoir infligé à J.-J. Servan-Schreiber la punition qu'il méritait.

Le jugement rendu le 24 juin condamne Yvan Aumont à six mois de prison dont quatre avec sursis, Jean-François Cheneval, Jean-Yves Gourin, Dominique Ragot à trois mois de prison dont deux avec sursis, nos autres amis à des peines de prison avec sursis. D'autre part, le tribunal a infligé des amendes dont le montant dépasse un million de francs.

Ces lourdes condamnations ne nous feront en aucun cas ralentir le combat qui nous oppose à ceux qui veulent que la France devienne l'esclave de l'Europe supranationale.

« Où est la violence ? » rappelait le bâtonnier Lemaignan dans sa plaidoirie. Est-elle dans les égratignures infligées au service d'ordre radical, ou dans les appels à la guerre civile de Servan-Schreiber qui veut transformer les Français de province en fellagas (sic) et instaurer la guerre civile ? Le devoir de tout Français n'est-il pas de faire taire ceux qui trahissent ?

M^e Richou fit ensuite une brillante démonstration de l'insuffisance du dossier du ministère public. Enfin, M^e Murat rappela aux juges que s'ils peuvent statuer « au nom du peuple français », c'est parce que des jeunes Français, comme nos militants, ont permis à la France de demeurer une nation indépendante.

L'affaire d'Angers doit être le signal d'une vaste campagne pour expliquer la nécessité du nationalisme français.

Pour cette campagne, c'est une souscription de plusieurs millions de francs que nous lançons. Vos dons seront la meilleure des réponses aux vingt-huit mois de prison distribués par le tribunal d'Angers.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F. (Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom) _____
demeurant (rue) _____ n° _____
à (ville) _____ (département) _____
souscrit un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de 30 francs par
● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)
● chèque bancaire joint
● mandat-lettre joint

Date et signature :

DEPARTEMENTS

AISNE :

M.-F. COUSTENOBLE
19, rue de Charleville
02 - HIRSON

ARDENNES :

Jean-Pierre HELLUY
34, rue Porte-de-Bourgogne
08 - CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

AUBE :

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE
B.P. 14
10 - SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

JURA :

Jean-Louis VUILLARD
Rue Claude-Faussurier
39 - POLIGNY

INDRE :

Bertrand de MAUNY
36 - LE LYS-SAINT-GEORGES

MAINE-ET-LOIRE

Jean-Yves GOURIN
21, rue du Maréchal-Leclerc
49 - SAUMUR

LOIRET :

Yves LEMAIGNEN
12, rue Eudoxe-Marcille
45 - ORLÉANS

MARNE :

Noël NOIZET
8, rue Thiers
51 - REIMS

MEURTHE-ET-MOSELLE :

François MUNIER
Laitre-sous-Amance
54 - BOUXIÈRE-AUX-CHÊNES
Tél. : 25-02-14

SARTHE :

Chef d'Escadron de LAVARÈNE
85, rue Chanzy
72 - LE MANS

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF. Paris 642-31

Directeur de la publication
YVAN AUMONT

Imprimerie Abopresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris